



MISE A JOUR AU 01/12/2010

Marché public

Déclaration du candidat

Le présent document de 8 pages (page de garde incluse) est conforme aux exigences des articles 43 et suivants du code des marchés publics et suffit à lui seul à répondre aux attentes du maître d'ouvrage.

Ainsi vous êtes invité à remettre ce document **intégralement** complété et **dûment** signé (**pages 2 et 7**), ou les **formulaire DC1 (ancien DC4) et DC2 (ancien DC5) dûment complétés et signés.**

Cette déclaration peut être transmise par voie électronique.
Tous les documents du dossier de candidature doivent être rédigés en français.

Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants

En cas de candidature **groupée**, remplir **une seule lettre de candidature** pour l'ensemble du groupement

Pouvoir Adjudicateur :

CONSEIL GENERAL DE L'YONNE
HOTEL DU DEPARTEMENT
89089 AUXERRE CEDEX

Objet du marché :

Le candidat (s'il se présente seul) ou le mandataire (en cas de groupement) déclare faire acte de candidature à la procédure de marché public engagée par la personne morale de droit public désignée ci-dessus

(cocher les cases correspondantes)

• le candidat se présente seul

à l'ensemble du marché

au(x) lot(s) n°

Nom et adresse du candidat :

Le candidat déclare :

ne pas être en redressement judiciaire (ou d'une procédure étrangère équivalente)

être en redressement judiciaire (fournir la copie du jugement correspondant, accompagnée d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)

• le candidat se présente en groupement

groupé conjoint

groupé solidaire

Nom et adresse du mandataire :

Le groupement est composé avec les entreprises et pour les lots ci-après désignés

Lot n°	Nom et adresse du candidat Membre du groupement	Nom, prénom et qualité du signataire	Je soussigné, Atteste désigner l'entreprise sus-indiquée comme mandataire et l'autorise à signer seule la présente lettre de candidature et l'acte d'engagement	Redressement judiciaire (1)	
				OUI	NON
			(signature)		
			(signature)		
			(signature)		

(1) si OUI, fournir une copie du jugement de redressement judiciaire, accompagnée d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France

• le candidat se présente avec un (ou plusieurs) sous-traitants

à l'ensemble du marché

au(x) lot(s) n°

Nom et adresse du candidat :

Nom et adresse du (des) sous-traitants :

Date Cachet Signature du candidat ou du mandataire habilité (nom, prénom et qualité du signataire)

Déclaration du candidat

Renseignements particuliers à un marché public conformes au code des marchés publics du 01/08/2006

En cas de **candidatures groupées**, ou de **sous-traitance déclarée** à l'appui de l'offre, remplir **une déclaration du candidat par membre du groupement et par sous-traitant**.

I - Identification de la personne publique et du marché

Objet du marché : _____

Identification du pouvoir adjudicateur : _____

**CONSEIL GENERAL DE L'YONNE
HOTEL DU DEPARTEMENT
1 RUE DE L'ETANG SAINT-VIGILE
89089 AUXERRE CEDEX**

II - Identification du candidat

Nom ou dénomination et adresse du siège social (y compris n° de téléphone, fax et adresse électronique) : _____

Nom et dénomination et adresse du service qui exécutera la prestation (le cas échéant) : _____

Forme juridique du candidat (SA, SARL, etc) : _____

Personne(s) ayant le pouvoir d'engager la société (le pouvoir n'a pas à être joint) : _____

Pour le candidat établi en France, numéro et ville d'enregistrement (SIREN, registre du commerce (RCS), répertoire des métiers) ou pour le candidat non établi en France numéro et ville d'enregistrement, pays) : _____

Motif de non indication d'un numéro de registre de commerce ou de répertoire des métiers

- Le candidat est une personne physique non commerçante et n'est pas soumis à l'obligation d'être inscrit au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers. Toutefois, si la profession à laquelle il appartient est réglementée, indiquer ci-dessous les références de son inscription à un ordre professionnel ou la référence de l'agrément donné par l'autorité compétente :
- La législation du pays du candidat non établi en France n'impose pas d'enregistrement dans son cas.
- Le candidat est une société constituée depuis le . sa demande d'inscription est en cours auprès de l'organisme dont la dénomination et l'adresse figurent ci-dessous :
- Le candidat établi en France est une association déclarée constituée depuis le
- Le candidat non établi en France est une association ayant la capacité de contracter (n° d'enregistrement s'il y a lieu) déclarée constituée depuis le
- Le candidat est une personne publique

II.A - Activités exercées par le candidat

II.B - Renseignements relatifs à la situation financière du candidat

	Chiffre d'affaires en euro H.T. des trois derniers exercices disponibles		
	Exercice du au	Exercice du au	Exercice du au
Chiffres d'affaires global			
Part du chiffres d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux auxquels se réfère le marché	%	%	%

II.C - Renseignements relatifs aux moyens et aux références du candidat pour chacune des 3 dernières années

Effectifs

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour l'année en cours.

Effectif global du candidat	Importance du personnel d'encadrement

Titre d'études et professionnels des cadres chargés de la conduite des travaux de même nature que celle du marché (uniquement pour les marchés de travaux)

Noms et prénoms du ou des cadres	Titre d'études et expérience professionnelle

Titre d'études et professionnels des responsables de prestations de service de même nature que celle du marché (uniquement pour les marchés de service).

Noms et prénoms du ou des responsables de la prestation de service	Titre d'études et expérience professionnelle

Outillage - Matériel - Equipement

dont le prestataire ou l'entrepreneur dispose pour l'exécution des services ou de l'ouvrage objet de la présente consultation (indiquer les plus significatifs)

Equipement technique	Matériel

III - Qualification

La capacité de l'entreprise peut être prouvée par tout moyen.

En matière de qualification, l'entreprise possède-t-elle un certificat professionnel adapté à la prestation objet du marché ?

Non Oui (Indiquer les références)

Dispose-t-elle d'autres éléments permettant d'apprécier sa qualification ?

Indiquer lesquels :

(Décrire ce document, indiquer où et comment il peut être consulté)

IV - Mesures relatives à la qualité

• L'entreprise a-t-elle formalisé des mesures de garantie de la qualité pour le type de prestation objet du marché dans un document écrit ? Si un plan qualité (au sens de la norme ISO 8402) est disponible, le préciser

Non Oui Décrire ce document, indiquer où et comment il peut être consulté

• L'entreprise possède t-elle une certification "tierce partie" de système qualité selon norme ISO ou équivalent ?

Non Oui (Indiquer les références)
- de l'organisme certificateur :
- du référentiel (NF EN ISO 9001, 9002, 9003, ou 14 000) :
- du libellé du certificat délivré :

Description précise des principales références

Le candidat complète le tableau ci-dessous avec :

- trois références de travaux** de nature et d'importance comparable à chacun des lots sur lequel il se présente (3 références par lot) en cours d'exécution ou exécutés **datant de moins de 5 ans**
- trois références de fournitures ou de services** de nature et d'importance comparable à chacun des lots sur lequel il se présente (3 références par lot) **datant de moins de 3 ans**

Toutefois, il est rappelé que la capacité du candidat s'appréciera au regard de ses références de réalisation comparable **ou par tout autre moyen à la libre appréciation du candidat, permettant de vérifier sa capacité pour réaliser le lot**

Description précise des prestations réalisées (exemple : bardage métallique, menuiseries intérieures bois, étanchéité intermédiaire etc)	N°du Lot sur lequel vous soumissionnez	Année de réalisation	Maître d'ouvrage (nom et adresse)	Intitulé du lieu et indication de l'opération	Montant en euros HT ou toute autre précision exprimant la valeur du marché

V - Disposition à compléter par les candidats bénéficiant de droits particuliers

Si le candidat est susceptible de bénéficier de droits particuliers prévus à l'article 53 IV du code des marchés publics du 01/08/06, et s'il demande à bénéficier de ces droits, il coche la case qui le concerne.

Société coopérative ouvrière de production (SCOP)

Indiquer ci-contre les références du Journal officiel où est publiée la liste où figure la SCOP candidate, ou produire l'attestation du ministre du travail, ou tout autre document équivalent (organisme européen)

Groupement de producteurs agricoles

Indiquer ci-contre les références du Journal officiel de publication de l'arrêté du ministère chargé de l'agriculture reconnaissant la qualité de groupement de producteurs ou produire la liste des groupements reconnus avec leurs statuts et le texte des règles applicables, régulièrement édictée par eux, et où figure le candidat

Artisan

Produire l'attestation de la chambre des métiers reconnaissant la qualité d'artisan du candidat ou la liste établie par le ministère chargé de l'artisanat où figure le candidat, ou tout autre document équivalent (organisme européen)

Coopérative d'artisans ou d'artistes

Indiquer ci-contre les références du Journal officiel où est publiée la liste où figure le candidat, ou tout autre document équivalent (organisme européen)

Entreprise adaptée (article L. 5213-13 à L.5213-19 et L.5213-22. du code du travail)

Indiquer ci-contre les références du recueil des actes administratifs de publication de l'arrêté préfectoral portant agrément de l'établissement

Etablissement et service d'aide par le travail

(article L. 344-2 et s. du code de l'action sociale et des familles)

Indiquer ci-contre références du recueil des actes administratifs de publication de l'arrêté préfectoral portant autorisation de création

Indiquer vos références ici et en joindre une copie à l'appui de la candidature

VI - Déclaration/attestation sur l'honneur

J'atteste sur l'honneur en application des articles 43, 44 et 45 du Code des marchés publics du 01/08/2006 que :

1° je n'ai fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'aucune condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 434-9, par les articles 435-2, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9 et par l'article 450-1 du code pénal, et par l'article 1741 du code général des impôts *ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France*;

2° je n'ai fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'aucune condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1 à L.8221-2, L. 8221-3 à L.8221-5, L.5221-8 à 8251-1, L. 8231-1 et L. 8241-1 à L.8241-2 du code du travail *ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France*;

3° ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce *ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France*

4° ne pas être en état de faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.

5° avoir souscrit au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, les déclarations m'incombant en matière fiscale et sociale ou avoir acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date *ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France*.

Sont considérées comme en situation régulière les personnes qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, n'avaient pas acquitté les divers produits devenus exigibles à cette date, ni constitué de garanties, mais qui, avant la date du lancement de la consultation, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, soit acquitté lesdits produits, soit constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement. Les personnes physiques qui sont dirigeants de droit ou de fait d'une personne morale qui ne satisfait pas aux conditions prévues aux alinéas précédents ne peuvent être personnellement candidates à un marché

6° au cas où je serais assujéti à l'obligation de finie à l'article L. 5212-1 à L.5212-4 du code du travail, j'ai souscrit la déclaration visée à l'article L 5212-5 du même code ou, si j'en suis redevable, ai versé la contribution visée à l'article L.5214-1 et L.5212-9 à L.5212-11 de ce code

7° le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1 à L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du code du travail.

VII - Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la société

Nom et qualité du signataire

**A,
Signature**

Le

CACHET

Emplacement prévu pour insérer votre photocopie de certificat unique – NOTI 2 (ancien DC7 - si cela vous est possible).